

DROIT, ECONOMIE, GESTION, Mention : DROIT DE LA SANTE Spécialité : MEDECINE, DROIT ET POLITIQUES DE SANTE

RNCP27565 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903, K1403, C1101, K2101
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Paris Descartes - Paris 5

<http://www.univ-paris5.fr>

Institut d'études politiques de Paris (IEP Paris)

<http://www.sciences-po.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel peut :

- traiter les dossiers contentieux des établissements de santé, des établissements pharmaceutique, des administrations et des agences sanitaires - apprécie les risques juridiques dans le domaine de l'activité médicale et pharmaceutique dans leurs aspects de droit privé et de droit public
- assurer le conseil juridique en droit de la santé et le conseil en stratégie et politiques de santé (professions médicales et paramédicales, malades et associations de malades)
- assurer le conseil juridique en droit pharmaceutique et le conseil en stratégie et politiques de santé (pharmacie officinale et industrielle)
- assister les établissements hospitaliers dans la procédure de certification et les relations avec leurs interlocuteurs, notamment les ARS
- poursuivre son cursus universitaire par l'élaboration d'une thèse à finalité professionnelle ou de recherche.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Ce diplômé a acquis les compétences nécessaires pour :

- analyser et traiter des données juridiques et politiques (lois, règlements, jurisprudence, circulaires, doctrine...), comprendre et connaître les procédures, analyser des situations conflictuelles afin de traiter et anticiper tout contentieux ou conflit social
- assurer la veille juridique et stratégique afin de mettre à jour ses connaissances pour le suivi de ses dossiers
- conseiller un professionnel de la santé, un industriel des produits de santé, une agence sanitaire, un établissement de santé sur la rédaction de ses contrats ou la gestion d'une conciliation ou d'un contentieux
- rédiger de manière approfondie ou synthétique (selon le cas) des notes ou des rapports à caractère juridique ou stratégique afin d'apporter une réflexion et d'assurer la diffusion de l'information nécessaire au suivi des dossiers et à la formation du personnel des établissements pharmaceutiques ou des agences sanitaires

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le détenteur de ce diplôme pourra travailler dans tous les secteurs concernés par la santé qu'ils soient publics ou privés. Il peut s'agir d'un cabinet d'avocat recherchant un spécialiste de la matière, une administration ou une agence sanitaire, un établissement sanitaire ou médico-social mais également de l'industrie pharmaceutique ou d'entreprises privées de formation. Les maisons départementales des personnes handicapées emploient également des juristes spécialisés pour étudier les dossiers des personnes concernées (que ce soit pour l'établissement de leur droit que pour assurer des médications). Enfin, de nombreux concours de la fonction publique nationale ou territoriale concernent également le droit de la santé (Ministère de la santé, DDASS, Conseil général...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Dans le secteur privé :

- directeur de clinique
- avocat spécialisé (contentieux médical, pharmaceutique) (après obtention du CAPA)
- cadre en droit et gestion de la santé (sociétés, compagnies d'assurance, mutuelles/service production de contrats et sinistres...)
- juriste d'entreprise dans l'industrie pharmaceutique
- formateur dans les entreprises de formation privées orientées dans la formation des professions de santé ou des établissements pharmaceutiques

Dans le secteur public :

- directeur d'hôpital (après réussite du concours de l'EHESP)
- directeur d'établissements sociaux et médico-sociaux
- inspecteur des affaires sanitaires et sociales (après concours)
- cadres supérieurs de la sécurité sociale (concours du ENSSS)
- métiers de la protection sociale
- cadre dans les agences sanitaires

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Intensité d'embauche
Salaire médian (mensuel)	2 528 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible) QAX03 — Experts de l'assurance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	10 536
Jugés difficiles à recruter	31 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X91 — Juristes et avocats L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement QAX03 — Experts de l'assurance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, VAE

Jury composé d'enseignants et de professionnels conformément aux textes

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

non

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.droit.parisdescartes.fr>

institut d'études politiques

Université Paris descartes et Université Paris Diderot

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27565/>